

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Session annuelle
du Conseil d'administration

Rome, 3–6 juin 2014

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2014/9-B
21 mai 2014
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – PROGRAMME DE PAYS BANGLADESH 200243

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Produits alimentaires et coûts connexes	275 282 975	2 509 773	277 792 748
Espèces/bons et coûts connexes	19 384 853	4 329 837	23 714 690
Développement et augmentation des capacités	2 728 000	2 805 360	5 533 360
Coût total pour le PAM	355 083 270	12 227 595	367 310 865

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

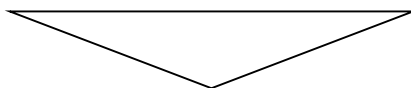
Directeur régional, OMB*: M. K. Oshidari Courriel: kenro.oshidari@wfp.org

Directrice de pays: Mme C. Rader Courriel: christa.rader@wfp.org

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Bangkok (Asie)

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire d'un montant de 12,2 millions de dollars proposée pour le programme de pays Bangladesh 200243 (WFP/EB.A/2014/9-B).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. Le programme de pays Bangladesh 200243 (2012–2016) a été approuvé par le Conseil d'administration à sa deuxième session ordinaire de 2011¹. La présente augmentation du budget du programme de pays constitue un investissement essentiel du PAM dans le renforcement des capacités du Gouvernement et dans la prise en charge de ses principales activités par les programmes nationaux, afin de faciliter le transfert des responsabilités. La révision du budget entraîne les ajustements suivants au programme de pays:
 - *Composante 1 – Améliorer la nutrition maternelle et infantile.* Les modifications apportées aux modalités de mise en œuvre reflètent une prise en charge accrue par les services de santé gouvernementaux, ce qui réduit le nombre de bénéficiaires dans une proportion de 148 000.
 - *Composante 2 – Alimentation scolaire.* L'assistance touchera 300 000 enfants de plus dans les écoles maternelles et primaires jusqu'à la fin de 2014 et l'initiative des cantines scolaires ravitaillées grâce aux achats locaux sera prolongée jusqu'en 2016, en complément de la stratégie gouvernementale à long terme pour rendre l'enseignement primaire universel.
 - *Composante 3 – Renforcer la résilience aux catastrophes et aux effets du changement climatique.* L'assistance sera étendue à 2 000 ménages supplémentaires (10 000 bénéficiaires); cette composante adopte une approche innovante grâce à un nouveau partenariat.
2. La révision budgétaire harmonise aussi le programme de pays avec le Plan stratégique du PAM pour 2014–2017 et le Cadre de résultats stratégiques correspondant.
3. Les changements proposés comportent:
 - une diminution du nombre total de bénéficiaires de l'ordre de 138 000 personnes;
 - une réduction des besoins alimentaires de 177 tonnes;
 - une augmentation de la valeur des transferts en espèces de 2,9 millions de dollars É.-U.;
 - une augmentation nette des coûts de transport extérieur ainsi que des coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention et des autres coûts opérationnels liés aux transferts d'aliments et d'espèces, d'un montant de 3 millions de dollars;
 - une provision supplémentaire de 2,8 millions de dollars pour le développement et l'augmentation des capacités; et
 - une provision supplémentaire de 2,58 millions de dollars pour financer les coûts d'appui directs et indirects.

¹ WFP/EB.2/2011/8/1.

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités en cours

4. L'objectif général du programme de pays est d'aider le Gouvernement à améliorer la sécurité alimentaire à long terme et la situation nutritionnelle des ménages extrêmement pauvres du Bangladesh par les moyens suivants:
 - *Composante 1*: une intervention nutritionnelle associant prévention et soins ciblées sur les communautés présentant des taux élevés de dénutrition aiguë et chronique des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes;
 - *Composante 2*: des distributions d'aliments nutritifs aux enfants des écoles maternelles et primaires dans les zones très pauvres, contribuant à la réalisation de l'objectif gouvernemental qui consiste à instaurer l'enseignement primaire universel d'ici à 2015;
 - *Composante 3*: un programme de renforcement de la résilience des communautés et des ménages des zones très exposées à des chocs récurrents; une activité de transfert d'espèces au service des investissements a été introduite en 2013 pour permettre aux femmes d'investir dans des activités rémunératrices; et
 - *Composante 4*: un groupe d'activités grâce auxquelles le PAM soutient les réformes gouvernementales et le renforcement des filets de protection sociale destinés à réduire la faim et l'insécurité alimentaire des ménages.

Conclusions et recommandations formulées à l'issue de la réévaluation

5. *Composante 1*. Après avoir consulté le Gouvernement, qui a lancé ses services nationaux de nutrition dans le contexte des services de santé publique, le PAM a signé avec le Ministère de la santé et de la protection de la famille un accord qui sanctionne officiellement l'intégration de la composante 1 au sein des services de santé.
6. *Composante 2*. En ce qui concerne le programme d'alimentation scolaire, le PAM a entrepris d'harmoniser son plan de transfert des responsabilités avec le contexte opérationnel qui prévaut dans le pays. Avec une aide du PAM en matière de renforcement des capacités, le Gouvernement a beaucoup progressé en ce qui concerne la transposition du programme à plus grande échelle et a demandé l'assistance du PAM pour tester la formule des repas cuisinés en remplacement des biscuits à haute teneur énergétique actuellement distribués. Une nouvelle initiative d'alimentation scolaire, lancée en 2013, repose notamment sur l'achat de légumes cultivés localement par de petites agricultrices. Les éléments recueillis dans ce cadre aideront le Gouvernement à choisir le modèle le plus approprié pour son programme national d'alimentation scolaire.
7. *Composante 3*. La conception de l'activité de transferts monétaires au service des investissements s'est appuyée sur l'évaluation des effets directs du projet Sécurité alimentaire pour les personnes extrêmement pauvres – une initiative distincte financée par l'Union européenne – qui a permis au PAM de démontrer que les transferts monétaires en faveur des femmes étaient un moyen efficace d'aider les ménages les plus défavorisés à sortir de la pauvreté extrême et à progresser vers la sécurité alimentaire. Ce nouvel élément contribuera aussi à l'autonomisation socioéconomique des femmes. Les risques associés au transfert de ressources à des femmes seront atténués en incluant un module sur le droit des femmes dans la formation.

Finalité de l'augmentation budgétaire

8. La révision du budget reflète des changements opérationnels touchant les composantes 1, 2 et 3 et harmonise le programme de pays avec le Plan stratégique du PAM pour 2014–2017 et le Cadre de résultats stratégiques correspondant, comme indiqué ci-après.

⇒ Composante 1

9. La nouvelle modalité d'exécution fera l'objet d'une initiative pilote de modeste envergure en 2014 et, en cas de succès, sera progressivement reproduite à plus grande échelle en 2015 et en 2016, ce qui permettra au PAM de réduire les coûts de mise en œuvre et de maintenir une envergure géographique plus vaste et plus durable².

10. Pour être cohérent avec le protocole gouvernemental, le PAM a modifié les critères de début et de fin de prise en charge des enfants et tient compte désormais du périmètre brachial au lieu du rapport poids/taille, tandis que pour la prise en charge des femmes enceintes et des mères allaitantes, le périmètre brachial doit être inférieur à 210 mm, contre 220 mm précédemment. Les changements apportés aux critères de sélection ont réduit le nombre de bénéficiaires par rapport aux prévisions initiales du programme de pays.

11. La couverture prévue pour la durée résiduelle du programme de pays est illustrée au tableau 1.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES ET COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE			
Année	Bénéficiaires	Sous-districts	Bidonvilles urbains
2014	137 000	22	2
2015	365 000	82	4
2016	484 000	110	5

12. La modification des modalités de mise en œuvre pourrait susciter des problèmes liés aux capacités de l'administration publique. Le PAM, avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres partenaires de développement, aidera le Ministère de la santé et de la protection de la famille à renforcer ses capacités pour lui permettre de réaliser les interventions alimentaires sur une plus grande échelle, et octroiera des fonds supplémentaires à cet effet.

13. Le PAM a ajusté les rations pour la composante 1. Les rations alimentaires prévues pour les enfants de 6 à 23 mois étaient initialement constituées de SuperCereal Plus et, pour les enfants âgés de 24 à 59 mois, d'un prémélange de SuperCereal, de sucre et d'huile végétale enrichie. En accord avec les nouvelles recommandations en vigueur au PAM, du SuperCereal Plus est désormais distribué aux deux groupes d'enfants; les femmes enceintes et les mères allaitantes continueront de recevoir du SuperCereal. Actuellement, le Gouvernement encourage un traitement de la malnutrition aiguë modérée et de la malnutrition aiguë sévère qui inclut des aliments locaux tels que le *khichuri* et le *halwa*³. Le PAM expérimente des suppléments alimentaires complémentaires enrichis produits localement et pourrait apporter d'autres ajustements ou entreprendre des initiatives pilotes

² Actuellement, le programme de pays suit une approche de ciblage par sous-districts; à l'avenir, l'unité de ciblage sera le district.

³ Le *khichuri* est un plat à base de riz, de lentilles et de légumes et le *halwa* est confectionné avec de la farine de blé, des lentilles et de la mélasse.

pour les introduire dans le programme, notamment en distribuant des bons qui permettront d'accéder à ces aliments ou aux ingrédients du *khichuri* et du *halwa*.

⇒ Composante 2

14. Les chiffres relatifs à la planification du transfert des responsabilités des activités d'alimentation scolaire assistée par le PAM ont été mis à jour: en 2013 le PAM est venu en aide à 1 million d'enfants, soit 300 000 de plus que prévu. Ce chiffre inclut l'assistance fournie à 100 000 enfants dans les *madrassas*⁴ et dans les écoles dirigées par des organisations non gouvernementales (ONG), qui ont été ajoutées au cours du dernier trimestre de 2013⁵. Le transfert de responsabilités reprendra en 2015 lorsque le nouveau projet gouvernemental sera prêt; jusqu'alors le PAM viendra en aide à un maximum de 1 million d'enfants⁶.
15. Il a été demandé au PAM de tester l'utilisation de repas cuisinés en remplacement de la distribution de biscuits à haute teneur énergétique, afin d'aider le Gouvernement à déterminer l'orientation de son programme d'alimentation scolaire. En 2013, le PAM a lancé son initiative de cantines scolaires, fondée sur le principe de l'achat local des vivres destinés à l'alimentation scolaire. Celle-ci prévoit l'achat de certains aliments cultivés à petite échelle par des agricultrices locales. L'initiative apporte actuellement une assistance à 18 000 enfants et, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), fera participer les femmes extrêmement pauvres à la mise en place de potagers destinés à ravitailler les écoles en produits frais. La production potagère sera une source de revenus précieuse et contribuera à l'autonomisation économique des femmes. Cette révision budgétaire propose d'étendre l'initiative de cantines scolaires à 25 000 enfants et de poursuivre l'assistance jusqu'en 2016.
16. Le PAM prévoit aussi de renforcer son assistance en octroyant des fonds supplémentaires pour le renforcement des capacités du Gouvernement dans le domaine de l'alimentation scolaire, avec pour objectif d'appuyer l'élaboration d'une politique et d'une stratégie d'alimentation scolaire au niveau national.

⇒ Composante 3

17. En 2013 le PAM et le Ministère des affaires étrangères de la République de Corée ont signé un mémorandum d'accord sur les projets communautaires Faim zéro *Saemaul Undong*⁷. Ces activités viendront en aide à 2 000 ménages qui participeront au programme triennal révisé de renforcement de la résilience. Les deux premières années comporteront des activités vivres et espèces contre travail et formation et, au cours de la troisième année, les ménages participeront à l'activité de transferts monétaires au service des investissements.
18. Les transferts monétaires au service des investissements ont été introduits en 2013 pour soutenir 18 000 ménages dans les zones les plus vulnérables, avec un cofinancement du Gouvernement. Au titre de la présente révision budgétaire, des financements supplémentaires seront octroyés pour le développement et l'augmentation des capacités gouvernementales.

⁴ Écoles religieuses islamiques.

⁵ Les enfants les plus défavorisés fréquentent généralement ces deux catégories d'école. Cette assistance est conforme à la recommandation de l'évaluation sur l'alimentation scolaire (voir WFP/EB.2/2011/6-F/Add.1).

⁶ Le nombre total des bénéficiaires pour cette activité est de 1,34 million, comme indiqué au tableau 2.

⁷ Le Bangladesh est l'un des quatre pays où le projet sera mis en œuvre.

19. De plus, le PAM modifie légèrement l'une de ses interventions dans un district très pauvre, en associant la distribution d'une ration d'appoint à ses distributions ordinaires de vivres.

⇒ *Harmonisation du programme de pays avec le Plan stratégique du PAM pour 2014–2017 et le Cadre de résultats stratégiques correspondant*

20. Les composantes 1, 2 et 4 ont été réalignées sur l'Objectif stratégique 4 et la composante 3 sur l'Objectif stratégique 3. Les activités de la composante 4 en faveur du renforcement des filets de sécurité gouvernementaux ont été intégrées dans d'autres composantes. Conformément au nouveau cadre de financement du PAM, les activités de renforcement des capacités sont inscrites, le cas échéant, au budget sous la rubrique développement et augmentation des capacités. Les activités de renforcement des capacités qui ne sont pas spécifiques au projet, notamment les dispositions relatives au lancement d'activités d'apprentissage ou d'innovation, font toujours partie de la composante 4.

⇒ *Autres modifications*

21. La révision budgétaire inclut de nouveaux besoins en termes de transport terrestre, d'entreposage et de manutention, lesquels résultent de la hausse des coûts du transport par voie terrestre et de l'augmentation des coûts d'appui directs due à l'accroissement des besoins opérationnels. Elle reflète aussi les résultats de plusieurs examens de la structure et des effectifs du bureau de pays, qui ont abouti à l'augmentation de ses capacités techniques en matière de nutrition, de filets de sécurité, de suivi et d'évaluation, ainsi que d'établissement des rapports. La contribution au Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies, la participation aux frais internes pour les services liés aux technologies de l'information et le coût d'une évaluation du bureau de pays et d'une enquête sur les effets directs de ses activités sont inclus dans le budget.

TABLEAU 2: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE

Composante	Catégorie	Actuel			Augmentation/(diminution)			Après révision		
		Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total
À compter de 2012										
1	Malnutrition aigüe modérée des enfants de 0 à 59 mois, des adolescentes, des femmes enceintes et des mères allaitantes	146 500	216 500	363 000				146 500	216 500	363 000
2	Biscuits à haute teneur énergétique pour les enfants des écoles maternelles et primaires	539 000	561 000	1 100 000				539 000	561 000	1 100 000
3	Femmes et hommes extrêmement pauvres	217 000	223 000	440 000				217 000	223 000	440 000
4	Femmes extrêmement pauvres	72 765	75 735	148 500				72 765	75 735	148 500
À compter de 2013										
1	Malnutrition aigüe modérée des enfants de 0 à 59 mois, des adolescentes, des femmes enceintes et des mères allaitantes	146 500	216 500	363 000				146 500	216 500	363 000

TABLEAU 2: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE

Composante	Catégorie	Actuel			Augmentation/(diminution)			Après révision		
		Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total
2	Biscuits à haute teneur énergétique pour les enfants des écoles maternelles et primaires	490 000	510 000	1 000 000				490 000	510 000	1 000 000
	Enfants des écoles maternelles et primaires	6 370	6 630	13 000				6 370	6 630	13 000
3	Femmes et hommes extrêmement pauvres	259 700	270 300	530 000				259 700	270 300	530 000
4	Femmes extrêmement pauvres	72 765	75 735	148 500				72 765	75 735	148 500
À compter de 2014										
1	Malnutrition aiguë modérée des enfants de 0 à 59 mois, des adolescentes, des femmes enceintes et des mères allaitantes	151 200	226 800	378 000	(96 400)	(144 600)	(241 000)	54 800	82 200	137 000
2	Biscuits à haute teneur énergétique pour les enfants des écoles maternelles et primaires	343 000	357 000	700 000	147 000	153 000	300 000	490 000	510 000	1 000 000
	Repas pour les enfants des écoles maternelles et primaires				12 250	12 750	25 000	12 250	12 750	25 000
3	Femmes et hommes extrêmement pauvres	217 000	223 000	440 000	4 900	5 100	10 000	221 900	228 100	450 000
4	Femmes extrêmement pauvres	36 200	37 300	73 500				36 200	37 300	73 500
À compter de 2015										
1	Malnutrition aiguë modérée des enfants de 0 à 59 mois, des adolescentes, des femmes enceintes et des mères allaitantes	151 200	226 800	378 000	(5 200)	(7 800)	(13 000)	146 000	219 000	365 000
2	Biscuits à haute teneur énergétique pour les enfants des écoles maternelles et primaires	245 000	255 000	500 000				245 000	255 000	500 000
	Repas pour les enfants des écoles maternelles et primaires				12 250	12 750	25 000	12 250	12 750	25 000
3	Femmes et hommes extrêmement pauvres	217 000	223 000	440 000	4 900	5 100	10 000	221 900	228 100	450 000
4	Femmes extrêmement pauvres	24 500	25 500	50 000				24 500	25 500	50 000
À compter de 2016										
1	Malnutrition aiguë modérée des enfants de 0 à 59 mois, des adolescentes, des femmes enceintes et des mères allaitantes	151 200	226 800	378 000	42 400	63 600	106 000	193 600	290 400	484 000

TABLEAU 2: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE

Composante	Catégorie	Actuel			Augmentation/(diminution)			Après révision		
		Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total
2	Biscuits à haute teneur énergétique pour les enfants des écoles maternelles et primaires	245 000	255 000	500 000				245 000	255 000	500 000
	Repas pour les enfants des écoles maternelles et primaires		0	0	12 250	12 750	25 000	12 250	12 750	25 000
3	Femmes et hommes extrêmement pauvres	217 000	223 000	440 000	4 900	5 100	10 000	221 900	228 100	450 000
4	Femmes extrêmement pauvres	24 500	25 500	50 000				24 500	25 500	50 000
Total (2012–2016)*										
1	Malnutrition aiguë modérée des enfants de 0 à 59 mois, des adolescentes, des femmes enceintes et des mères allaitantes	746 600	1 113 400	1 860 000	(59 200)	(88 800)	(148 000)	687 400	1 024 600	1 712 000
2	Biscuits à haute teneur énergétique pour les enfants des écoles maternelles et primaires	656 600	683 400	1 340 000	-	-	-	656 600	683 400	1 340 000
	Repas pour les enfants des écoles maternelles et primaires	6 370	6 630	13 000	5 880	6 120	12 000	12 250	12 750	25 000
3	Femmes et hommes extrêmement pauvres	686 000	714 000	1 400 000	4 900	5 100	10 000	690 900	719 100	1 410 000
4	Femmes extrêmement pauvres	121 765	126 735	248 500				121 765	126 735	248 500
Total*		1 966 000	2 382 500	4 348 500	(54 300)	(83 700)	(138 000)	1 911 700	2 298 800	4 210 500**

* Hors chevauchement entre composantes.

** 536 000 bénéficiaires recevront des espèces.

22. Les modalités de transfert d'aliments/espèces n'ont subi aucun changement.

TABLEAU 3: RÉVISION DE LA RATION ALIMENTAIRE/ DU TRANSFERT PAR COMPOSANTE (g/personne/jour)				
	Composante 1		Composante 2	Composante 3
	Après révision		Après révision	Après révision
	Enfants de 6 à 59 mois	Femmes enceintes, mères allaitantes et adolescentes		
SuperCereal Plus	200	-	(aucun changement)	-
SuperCereal	-	225		-
Huile végétale	-	20		-
Poisson en boîte	-	-		185
Espèces (<i>dollars par ménage</i>) – don ponctuel	-	-		156
Espèces (<i>dollars par ménage</i>) – indemnité mensuelle	-	-		7
TOTAL	200	245		185
Total kcal/jour	787	1 035		564
% kcal d'origine protéique	16,6	13,5		28,9
% kcal d'origine lipidique	23,2	33,5		70,8
Nombre de journées de distribution dans l'année	365	365	365	

BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES

TABLEAU 4: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES ET EN ESPÈCES PAR COMPOSANTE				
		Besoins en produits alimentaires (<i>tonnes</i>)/ espèces (<i>en dollars</i>)		
Composante	Produits alimentaires/ espèces	Actuel	Augmentation	Total après révision
1	Produits alimentaires	51 996	-8 301	43 695
2	Produits alimentaires	204 265	6 575	210 840
	Espèces	175 500	1 950 585	2 126 085
3	Produits alimentaires	149 844	1 549	151 393
	Espèces	5 791 235	973 316	6 764 551
TOTAL	Produits alimentaires	407 737	-177	407 560
	Espèces	17 254 575	2 923 901	20 178 476

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	2 465	1 190 457	
Légumes secs	380	530 229	
Huiles et matières grasses	-377	-475 575	
Aliments composés et mélanges	-2 734	-797 254	
Autres	89	477 098	
Total des produits alimentaires	-177	924 955	
Transport extérieur		-387 135	
Transport terrestre, entreposage et manutention		822 169	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		1 149 784	
Produits alimentaires et coûts connexes			2 509 773
Espèces et bons		2 923 901	
Coûts connexes		1 405 936	
Espèces et bons, et coûts connexes			4 329 837
Développement et augmentation des capacités			2 805 360
Coûts opérationnels directs			9 644 970
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B)			1 782 689
Total des coûts directs du projet			11 427 659
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ¹			799 936
COÛT TOTAL POUR LE PAM			12 227 595

¹ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	244 376
Agents des services généraux	-426 251
Total partiel	-181 875
Dépenses de fonctionnement et autres	962 371
Dépenses d'équipement	35 999
Sécurité	516 450
Voyages et transports	189 744
Études préalables, évaluations et suivi¹	260 000
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	1 782 689

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers. Si les activités sont menées par le personnel du bureau de pays, les coûts sont inclus dans les rubriques "Dépenses de personnel et frais connexes" et "Voyages et transports".

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Toutes les composantes		
Indicateurs transversaux		
<p>Problématique hommes-femmes Amélioration de l'égalité entre les sexes et autonomie accrue des femmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion de ménages bénéficiant d'une assistance au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par l'homme et par la femme (ensemble) Cible: > 50% ➤ Proportion de femmes bénéficiaires exerçant des responsabilités au sein des comités de gestion de projet Cible: > 50% ➤ Proportion de femmes membres de comités de gestion de projet ayant reçu une formation sur les modalités de distribution de vivres, d'espèces ou de bons Cible: > 60% 	
<p>Protection et responsabilité à l'égard des populations touchées Fourniture et utilisation de l'assistance du PAM dans des conditions satisfaisantes en termes de sécurité, de transparence et de respect de la dignité</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation) Cible: 100% ➤ Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir Cible: 90% 	
<p>Partenariats Coordination des interventions d'assistance alimentaire et mise en place et maintien de partenariats</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'organisations partenaires fournissant des intrants et des services complémentaires Cible: 3 ➤ Proportion des activités du projet exécutées avec la participation de partenaires complémentaires Cible: > 30% ➤ Montant des fonds complémentaires alloués au projet par des partenaires Cible: 120 	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels		
<p>Effet direct 3.1 Renforcement de la résilience et réduction des risques de catastrophe et de choc auxquels sont exposés les communautés et les ménages ciblés en situation d'insécurité alimentaire, résultant notamment de l'amélioration de l'accès aux avoirs nécessaires à la subsistance</p> <p>Produit lié: B (Voir le tableau des produits ci-dessous)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de communautés dont le score des avoirs s'est amélioré Cible: 80% ➤ Pourcentage de ménages dont le score de consommation alimentaire s'est amélioré Cible: 80% ➤ Score de diversité du régime alimentaire Cible: 80 ➤ Pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies (alimentaires) de survie s'est amélioré/stabilisé Cible: 100% <p>Indicateur relatif au produit lié: B1 (Voir le tableau des produits ci-dessous)</p>	<p>La politique nationale propice à la réduction globale des risques de catastrophe est maintenue.</p> <p>Aucune catastrophe naturelle majeure ne survient.</p>
<p>Effet direct 3.3: Renforcement de la capacité des pays et des institutions en matière de réduction des risques</p> <p>Produits liés: A et J</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de capacité nationale des programmes de renforcement de la résilience Cible: > 10 ➤ Proportion des communautés ciblées dont la capacité de gestion des chocs et des risques climatiques s'est améliorée Cible: 80% <p>Indicateurs relatifs aux produits liés: A1, A2, A4, J1 et J2</p>	<p>La politique nationale propice à la réduction globale des risques de catastrophe est maintenue.</p> <p>Les prix des aliments essentiels restent favorables.</p> <p>La politique de l'organisme gouvernemental compétent est favorable.</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 4: Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim		
<p>Effet direct 4.1 Réduction de la dénutrition, y compris des carences en micronutriments, chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants d'âge scolaire Produit lié: A</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon Cible: < 15% ➤ Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité Cible: < 3% ➤ Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction Cible: < 15% ➤ Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération Cible: > 75% ➤ Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture) Cible: > 50% (en milieu rural) Cible: > 70% (en milieu urbain) ➤ Proportion de la population ciblée qui participe à un nombre suffisant de distributions Cible: > 66% <p>Indicateurs relatifs aux produits liés: A1, A2 et A6</p>	<p>Les programmes complémentaires de protection sociale et de développement des moyens d'existence sont maintenus.</p> <p>Le coût des aliments de première nécessité n'augmente pas au point de ne plus être à la portée des pauvres.</p> <p>Au cas où une maladie prenne une ampleur épidémique, l'épidémie est gérable.</p>
<p>Effet direct 4.2 Amélioration de l'équité d'accès et de recours à l'éducation Produit lié: A</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de scolarisation: rythme annuel moyen de l'évolution du nombre d'enfants inscrits dans les écoles primaires bénéficiant de l'assistance du PAM Cible: accroissement annuel de > 6% ➤ Proportion d'élèves qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires bénéficiant de l'assistance du PAM Cible: 85% ➤ Taux de fréquentation dans les écoles primaires bénéficiant de l'assistance du PAM Cible: 85% <p>Indicateurs relatifs aux produits liés: A1, A2 et A6</p>	<p>La situation politique et économique reste stable.</p> <p>Le système d'enseignement fonctionne comme à l'heure actuelle.</p> <p>Les parties prenantes du Gouvernement et du système éducatif continuent d'améliorer la qualité de l'enseignement.</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

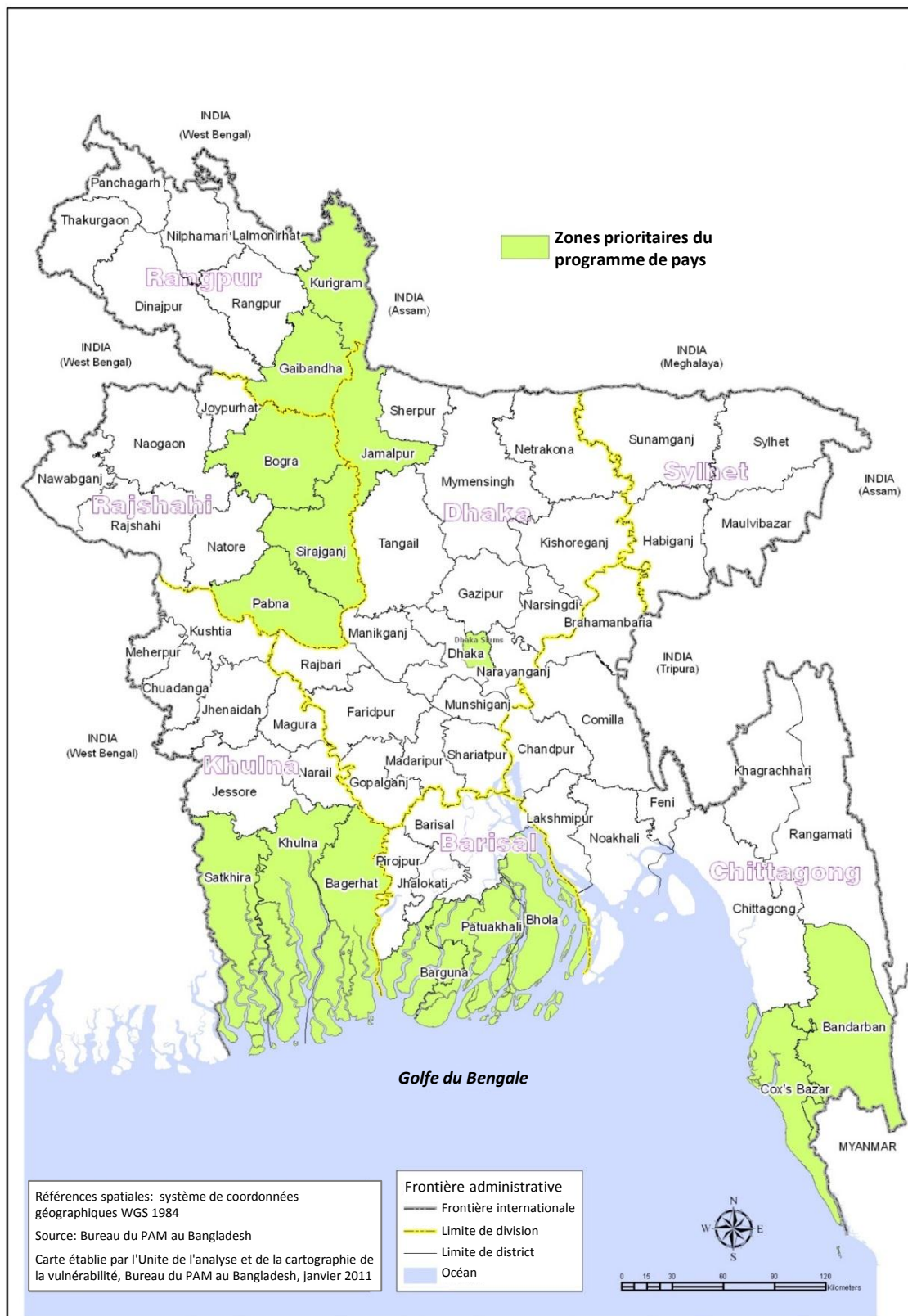
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Effet direct 4.3</p> <p>Renforcement des capacités en vue d'un accroissement de la prise en charge de la lutte contre la dénutrition et de l'amélioration de l'accès à l'éducation aux niveaux régional, national et communautaire</p> <p>Produits liés: E et K</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de capacité nationale des programmes nutritionnels Cible: > 12 ➤ Indice de capacité nationale des programmes d'alimentation scolaire Cible: > 12 ➤ Indice de capacité nationale des programmes de sécurité alimentaire Cible: > 14 ➤ Stratégie de retrait définie et mise en œuvre [1=non réalisé; 2=réalisé en partie; 3=réalisé] Cible: 3 <p>Indicateurs relatifs aux produits liés: E1, E2, K1, K2 et K3</p>	<p>Les niveaux de bonne gouvernance et de stabilité politique et économique ne se dégradent pas.</p> <p>Les participants sont capables de mettre en application leurs connaissances nutritionnelles.</p> <p>Les politiques du Gouvernement et les ressources allouées sont suffisantes pour accompagner la mise en œuvre et le développement des activités d'alimentation scolaire.</p> <p>Le Gouvernement affecte les ressources et les services de coopération requis pour développer le système.</p> <p>Les politiques du Gouvernement et les ressources allouées sont suffisantes pour accompagner la mise en œuvre du programme de protection sociale.</p> <p>La situation politique et économique reste stable</p>
<p>Effet direct 4.4</p> <p>Amélioration des comportements et des pratiques en matière de nutrition et d'hygiène des aidants, des adolescentes et d'autres membres clés des ménages des communautés ciblées</p> <p>Produit lié: A</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants: proportion de nourrissons de 0 à 5 mois exclusivement nourris au sein Cible: 10% ➤ Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants: proportion d'enfants de 6 à 23 mois consommant quatre catégories d'aliments au moins Cible: 10% ➤ Pourcentage des ménages ciblés adoptant des pratiques de base en matière de nutrition, d'hygiène et d'assainissement, par catégorie de bénéficiaires Cible: 10% <p>Indicateurs relatifs aux produits liés: A1 et A2</p>	<p>L'environnement, les services de santé publique et d'autres facteurs restent propices aux bonnes pratiques sanitaires et nutritionnelles.</p> <p>Le coût des aliments de première nécessité n'augmente pas au point de ne plus correspondre au pouvoir d'achat des pauvres.</p> <p>Au cas où une maladie prenne une ampleur épidémique, l'épidémie est gérable.</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE	
Produits liés	Indicateurs de produits liés
Produit A: Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés	A.1 Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu A.2 Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue A.4 Montant total des transferts monétaires en faveur des bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage du montant prévu A.6 Nombre d'institutions bénéficiant d'une assistance (par exemple écoles, dispensaires), en pourcentage du nombre prévu
Produit B: Avoirs communautaires ou avoirs utiles à la subsistance créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées	B.1 Nombre d'avoirs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées, par type et unité de mesure
Produit E: Conseils sur les politiques et appui technique fournis en vue d'améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, de l'assistance alimentaire et des systèmes de nutrition et de sécurité alimentaire, y compris les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire	E.1 Nombre d'évaluations/d'opérations de collecte de données réalisées au niveau national prenant en compte la sécurité alimentaire et la nutrition grâce à l'appui du PAM E.2 Nombre d'activités d'appui technique concernant le suivi de la sécurité alimentaire et l'assistance alimentaire, par type
Produit J: Appui fourni aux filets de sécurité nationaux concernant la sécurité alimentaire, la nutrition, l'éducation, les avoirs des communautés et la contribution globale au renforcement de la résilience	J.1 Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type J.2 Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation
Produit K: Messages et conseils sur les aliments nutritifs spéciaux et les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants efficacement diffusés	K.1 Proportion de bénéficiaires (femmes/hommes) ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM, par rapport à la proportion prévue K.2 Proportion de femmes/d'hommes recevant des conseils sur la nutrition fournis avec l'appui du PAM, par rapport à la proportion prévue K.3 Proportion d'aidants familiaux (hommes et femmes) ciblés ayant reçu 3 messages clés diffusés grâce aux informations et aux conseils du PAM

ANNEXE III

Zones prioritaires du programme de pays Bangladesh 200243 (2012–2016)



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ONG	organisation non gouvernementale
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance